

Séance ordinaire du lundi 14 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL.

Réforme des congés bonifiés - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le décret n° 2020-851 et l'arrêté du 2 juillet 2020 publiés au Journal officiel du 4 juillet 2020 ont modifié le régime des congés bonifiés des fonctionnaires titulaires. Le décret modifie notamment la durée et la périodicité du congé. En effet, la bonification de 30 jours qui s'ajoutait au congé annuel est supprimée. La durée minimale de service ininterrompue pour l'ouverture du droit passe de 36 à 24 mois. La durée maximale du congé bonifié ne peut dorénavant excéder 31 jours consécutifs.

Par ailleurs, le décret modifie également la prise en charge des frais de transport. Le montant maximum du revenu du conjoint, du concubin ou du partenaire d'un pacte civil de solidarité pour la prise en compte de son voyage est exprimé à présent en euros et non plus par référence à l'indice brut de l'échelon 1 de l'échelle C1. Cette condition s'appréciant au regard du revenu fiscal de référence de l'année civile précédant l'ouverture du droit à congé bonifié de l'agent.

Seuls les frais de transport aérien entre la métropole et les territoires d'outre-mer sont pris en charge. Est donc exclue la prise en charge des frais occasionnés par des déplacements annexes (bus, taxi, navette, ...).

Les congés bonifiés sont accordés aux agents disposant de centres d'intérêts matériels et moraux dans les Départements d'Outre-mer. Cependant les critères permettant de définir ces centres d'intérêts ne sont pas explicitement définis dans les textes et la jurisprudence est très restrictive en la matière.

Aussi il est proposé, que les congés bonifiés soient accordés au travers d'un faisceau d'indices concordants permettant d'encadrer les centres d'intérêts matériels et moraux. Conformément à la circulaire du 03 janvier

2007 (n° FP2129), il convient de définir des critères principaux et des critères complémentaires et de convenir que pour que les congés bonifiés lui soient attribués l'agent doit remplir cinq critères cumulatifs dont trois principaux dans la liste suivante :

Critères principaux	Critères complémentaires
<ul style="list-style-type: none"> - Lieu de naissance des parents dans les DOM, - Naissance de l'agent dans les DOM, - Durée de la scolarité dans le DOM supérieure à la durée de la scolarité dans la métropole, - Lieu de mariage de l'agent dans les DOM, - Naissances des enfants de l'agent dans les DOM, 	<ul style="list-style-type: none"> - domicile des père et mère ou à défaut des parents les plus proches, - domicile avant l'entrée dans l'administration, - propriété ou locations de biens fonciers situés outre-mer (inscription au rôle des contributions ou sur les listes électorales, quittances de loyer), - inscription sur une liste électorale en outre-mer, - possession d'un compte bancaire ou postal, - demande de mutation dans le département d'outre-mer, - scolarité effectuée dans les DOM par les enfants de l'agent, - sépulture des parents, - fréquence des voyages et durée des séjours dans le territoire considéré hors congés bonifiés, - bénéfice antérieur d'un congé bonifié.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la modification des dispositions relatives aux congés bonifiés telles que décrites ci-dessus ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 décembre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201214-150918-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/12/20
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.